

INFOS Hebdo

11 juillet 2013

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

Bonnes vacances !

Comme chaque année en cette période estivale, la parution d'INFOS Hebdo s'interrompt. Ce sera pour mieux vous retrouver en septembre.

Nous espérons que vous continuerez à nous lire et que nous saurons mériter votre fidélité.

En attendant la rentrée, la Rédaction souhaite à chacune et chacun de vous un bel été, où que vous soyez...

MONDE

Égypte : mise en place d'un pouvoir intérimaire. Hazem el BEBLAOUI devient le Premier ministre par intérim. Mohamed El BARADEÏ, ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et lauréat du prix Nobel de la Paix, est vice-président, chargé des Affaires étrangères. Les salafistes d'Al Nour, 2^e parti islamiste d'Égypte après les Frères musulmans, ont annoncé qu'ils ne s'opposaient pas à la nomination de BEBLAOUI. Les Frères musulmans ont quant à eux rejeté le décret du chef de l'État par intérim, Adli MANSOUR, qui a fixé un calendrier étalé sur 6 mois pour la réforme de la Constitution et la tenue d'élections législatives et présidentielle. La fusillade devant la caserne de la Garde républicaine où serait détenu le président déchu Mohamed MORSI a fait 55 morts. Soutiens immédiats de l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis au pouvoir intérimaire égyptien. Les deux pays annoncent au total 8 milliards de dollars d'aide. La justice égyptienne a ordonné l'arrestation de Mohamed BADIE, le Guide suprême de la confrérie des Frères musulmans, pour incitation à la violence.

Sur écoute. La NSA, l'Agence nationale de sécurité américaine, espionnait aussi la plupart des pays d'Amérique latine, à commencer par la Colombie, le Venezuela, le Brésil et le Mexique. C'est le quotidien brésilien *O Globo* qui le rapporte d'après les documents d'Edward SNOWDEN. Il semble que ces surveillances s'intéressaient même aux « *secrets commerciaux* ». Le quotidien brésilien affirme également que les communications téléphoniques et électroniques d'entreprises, mais aussi de particuliers brésiliens, étaient écoutées. Des compagnies américaines, partenaires d'opérateurs brésiliens, auraient rendu cette surveillance possible.

Mali : la campagne. Elle a débuté pour le 1^{er} tour de l'élection présidentielle. L'état d'urgence, qui était en vigueur depuis le 12 janvier, a été levé pour permettre aux candidats de mener leur campagne et de tenir des réunions publiques. 28 candidats, dont 1 seule femme, se présentent. Parmi eux : les anciens Premiers ministres Ibrahim Boubacar KEITA, Cheik Modibo DIARRA, Modibo SIDIBE et Soumana SACKO. Certains observateurs sur place estiment que les conditions ne sont pas réunies pour l'organisation du scrutin et demandent un report de l'élection.

L' « ambassadeur de Ben LADEN » expulsé de Grande-Bretagne. Le prédicateur radical Abou QATADA a été expulsé après des années de procédures judiciaires et inculpé pour terrorisme, peu après son arrivée en Jordanie. Il a plaidé non coupable. Il avait été condamné à mort par contumace en 1999 pour « préparation d'attentats », visant en particulier l'école américaine à Amman.

Échec des discussions entre les deux Corées sur la réouverture du site industriel de Kaesong, symbole de la réconciliation et fermé par Pyongyang début avril. Nouveau rendez-vous la semaine prochaine.

ONU(e). La Sud-africaine Phumzile MLAMBO-NGCUKA a été nommée directrice générale de ONU Femmes, l'organisme chargé de promouvoir l'égalité entre les sexes et le rôle des femmes. Elle avait été la 1^{ère} femme à devenir vice-présidente de son pays.

DSK sur CNN. Dans une interview accordée au journaliste économique Richard OUEST, l'ancien directeur du FMI a abordé différents points. Deux ans après le Sofitel, Dominique STRAUSS-KAHN est revenu sur sa « terrible » arrestation publique, dénonçant l'atteinte à la présomption d'innocence. L'économiste STRAUSS-KAHN a ensuite sévèrement critiqué le système bancaire européen, qu'il juge « malade », mais « *de mon point de vue, incriminer la finance dans le désastre économique que nous vivons en Europe (...) a la même pertinence qu'incriminer l'industrie automobile quand on parle des morts sur la route.* »

EUROPE

La Grèce rallume la télé ce jeudi. Le ministre chargé de l'audiovisuel l'a annoncé lors d'un entretien avec l'AFP : « Les programmes de la télévision publique reprendront ce soir ou demain matin. Ils seront principalement constitués de documentaires et d'un bandeau d'information venant des agences de presse », a déclaré M. KAPISIS.

Les experts en République tchèque. Le Président de la République, Milos ZEMAN, a nommé un « gouvernement d'experts », dirigé par l'économiste de gauche, Jiri RUSNOK, en remplacement de celui de Petr NECAS, démissionnaire après un scandale d'abus de pouvoir et de corruption. Cependant, ce nouveau cabinet a peu de chances d'être entériné par le Parlement, la coalition sortante de centre-droit disposant en principe de 101 voix sur 200. Celle-ci demande le maintien au pouvoir du gouvernement démissionnaire, jusqu'aux élections de mai 2014.

Élections anticipées au Luxembourg. Le Luxembourg va tenir dans les 3 mois des élections législatives anticipées, après l'éclatement de la coalition gouvernementale dirigée par le Premier ministre Jean-Claude JUNCKER, sur fond de scandale impliquant les services de renseignements, soupçonnés d'abus de pouvoir. Premier ministre depuis 1995, ce qui en fait le plus ancien chef de gouvernement en exercice dans l'UE, Jean-Claude JUNCKER a annoncé devant le parlement qu'il allait demander la tenue d'élections anticipées. Il a laissé entendre qu'il serait de nouveau candidat.

Un euro letton. À partir du 1^{er} janvier. L'État balte devient ainsi le 18^e membre de l'Union monétaire. Le pays devrait enregistrer cette année une croissance de 3,8% et de 4,1% en 2014.

Le Pape à Lampedusa. Le souverain pontife François a fustigé « l'indifférence » du monde face à la mort de centaines de migrants venus d'Afrique, qui tentaient de traverser la Méditerranée. « La culture du bien être nous rend insensibles aux cris d'autrui » a déploré le Pape.

L'Allemagne n'investit plus dans le solaire. D'ici 2018 au plus tard, le pays arrêtera de subventionner l'énergie solaire. Le ministre de l'Environnement, Peter ALTMAYER, a déclaré que le seuil de 52 gigawatts, au-delà duquel les pouvoirs publics cesseraient de contribuer, serait atteint en 2017.

Les E-Européens. Près de la moitié des ménages (45%) souhaiteraient passer à une catégorie supérieure d'abonnement ou changer de fournisseur pour bénéficier d'une connexion plus rapide. 54% des ménages limitent leurs appels à partir d'un téléphone portable pour des raisons de coût. 44% des ménages sont abonnés à l'Internet mobile (contre 30% en 2012).

Taxe sur le recyclage des voitures : UE vs Russie. Une taxe, censée couvrir le recyclage des voitures en fin de vie, payée actuellement uniquement par les importateurs de voitures en Russie, constitue un point de tension depuis des mois. L'UE menace la Russie d'une plainte devant l'OMC, dont elle est membre depuis 2012. Le gouvernement russe a promis de respecter les procédures, tout en assurant avoir l'intention d'adapter la taxe.

AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

L'explosion d'un train au Lac-Mégantic au Canada. Le train transportait du pétrole brut. Les secours ont retrouvé 20 corps, mais 30 personnes sont encore disparues et il n'y a aucun espoir de les retrouver vivantes. Selon le PDG de la compagnie, l'accident pourrait être dû à une erreur de manipulation des freins de la part du chef de train.

Mal joué. Un peu trop pressé de faire passer une loi visant à exclure des cybercafés les jeux en ligne et autres machines à sous, l'État de Floride a publié un texte qui interdit toute utilisation d'ordinateurs ou encore de téléphones intelligents ! Perdu pour les auteurs du décret, fait dans la précipitation...

Un faucon à Washington. Le Premier ministre israélien, Benjamin NETANYAHU, a nommé un de ses proches conseillers, Ron DERMER, considéré comme proche des républicains, au poste d'ambassadeur à Washington.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Boursiers Excellence-Major au Quai d'Orsay. 130 boursiers étrangers issus des Lycées français à l'étranger ont été reçus par Laurent FABIUS pour une cérémonie marquant la fin des 5 années d'études supérieures en France en présence des représentants de haut niveau du monde de l'entreprise, des médias et de l'enseignement supérieur. Les boursiers ont tout particulièrement souligné l'intérêt qu'il y avait pour eux à entendre des personnalités reconnues, lesquelles ont insisté sur l'intérêt qu'ils avaient à se constituer en réseau.

L'AEFE signale la mise en ligne, dans ses ressources documentaires, de la nouvelle instruction générale de rentrée pour l'année scolaire 2013-2014. Ce document est proposé en téléchargement, au format PDF, à l'adresse : <http://AEFE/instruction-generale-de-rentree-2013-2014>

POLITIQUE INTÉRIEURE

12 milliards d'euros pour l'horizon 2025. Jean-Marc AYRAULT a annoncé un nouveau programme d'investissements d'avenir (PIA), des projets à forte dimension innovante et respectueux de l'environnement. Plus de la moitié du PIA financera des programmes liés à la transition écologique, priorité affichée du gouvernement, qui prône notamment l'accès à internet à haut débit, l'amélioration des transports urbains et l'entrée dans tous les foyers de compteurs électriques « intelligents » Linky. Sur les 12 milliards d'euros annoncés, 3,6 milliards iront à la recherche et à l'université, 2,3 milliards à la transition énergétique, la rénovation thermique et la ville de demain, et 1,7 milliard à l'industrie. Pour dégager des marges de manœuvres, l'État va poursuivre les cessions de participations dans des entreprises, après celles récemment réalisées chez EADS, Safran et Aéroports de Paris.

Modeste MOSCOVICI. L'économie française est au début d'une reprise et devrait avoir renoué avec une croissance de 0,2% au deuxième trimestre, a déclaré le ministre de l'Économie et des Finances. « *Les indicateurs des comportements des ménages - consommation, pouvoir d'achat -, des entreprises - production industrielle, investissement -, tout cela me laisse à penser que nous sommes dans le début d'une reprise* », a ajouré Pierre MOSCOVICI. « *Ce qu'on sent, c'est qu'il y a ce que j'appellerais un frémissement* », a-t-il dit.

Chère électricité. Le ministère de l'Énergie a annoncé 2 hausses de 5% des tarifs réglementés d'EDF : une 1^{ère} le 1^{er} août et la suivante le 1^{er} août 2014. Cela représente une augmentation de 10,25% en 1 an, soit la plus forte hausse de ces 10 dernières années. Pour Philippe MARTIN, le ministre en charge, « *le gouvernement a décidé de lisser, sur plusieurs années, les hausses de tarifs nécessaires à la couverture des coûts d'EDF, prévue par la loi, afin de protéger autant que possible le pouvoir d'achat des ménages* ». Le coût des abonnements de faible puissance, auxquels ont souscrit une majorité de Français, va néanmoins être revu à la baisse.

Interview présidentielle depuis l'Élysée le 14 juillet. François HOLLANDE revient à la tradition. Il répondra depuis le palais présidentiel aux questions des journalistes de télévision. Il devrait expliquer la volonté de la France de lutter contre la crise et son action extérieure. Précision : il n'y a pas de « Garden party » de prévue...

PLACÉ place la barre à 3% - Le sénateur écologiste Jean-Vincent PLACÉ a réclamé une hausse de 3% du budget 2014 de l'écologie, faute de quoi son camp en tirera « *les conséquences* »... L'élu écologiste, qui avait protesté contre la récente éviction de Delphine BATHO pour avoir critiqué le « *mauvais* » budget de son ministère de l'Écologie, avait été reçu pendant une heure par le président de la République à l'Élysée.

L'UMP cherche des millions d'euros. L'UMP affirme avoir déjà récolté plus de 4 millions d'euros pour compenser le manque à gagner découlant du rejet des comptes de la campagne présidentielle de Nicolas SARKOZY. Jean-François COPÉ s'est déclaré confiant pour récolter les 11 millions d'euros que l'UMP devra réunir après la décision du Conseil constitutionnel. L'ancien président de la République a lui-même payé son écot. « *Il a fait un don du maximum autorisé, 7.500 euros* ». Jean-François COPÉ, qui l'a fait également, a appelé les élus à faire de même. François FILLON a suggéré à COPÉ, président du parti, de faire aussi des économies, en toute « *transparence* ». Il a demandé des comptes sur les contrats avec les agences de communication. Il souhaite également savoir qui est rémunéré par l'UMP, et pour quoi faire...

Les bons soldats ? 2.000 euros : c'est, selon le chef du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Christian JACOB, « *le montant le plus communément étendu* » des dons des députés UMP. Il se félicite que ces parlementaires contribuent « *de manière très significative à titre personnel* ».

Arrière-pensées politiques... au lendemain de la prestation de Nicolas SARKOZY devant le bureau politique de l'UMP à Paris. Même si l'ancien Président a pris soin de souligner que son intervention ne marquait pas son retour politique en vue de l'élection présidentielle de 2017, il a distillé des déclarations ambiguës qui ont laissé peu de doutes aux militants et à ses amis politiques, enthousiastes. Ce qui n'est pas le cas des amis de François FILLON, comme le député Eric CIOTTI, qui a averti les amis de Nicolas SARKOZY que son champion, candidat à la primaire d'investiture UMP pour la présidentielle de 2017, ne s'effacerait pas.

La majorité socialiste critique vivement Nicolas SARKOZY, pour avoir claqué la porte du Conseil constitutionnel, où il siégeait de droit en tant qu'ancien Président. Le PS considère qu'il s'agit d'une décision grave. « *Comment voulez-vous faire appliquer la loi (...) quand les anciennes autorités de ce pays mettent en cause le Conseil constitutionnel ?* », a demandé Manuel VALLS. Luc CHATEL a également appelé à « *respecter les institutions* » et ne « *pas attaquer le Conseil constitutionnel* ».

François HOLLANDE : -3, Jean-Marc AYRAULT : -5. Selon le tableau de bord Ifop pour Paris Match, le Président est à 30% d'opinions favorables. Il perd 3 points en juillet tandis que celle de Jean-Marc AYRAULT chute de 5 points, à 34%. 70% des personnes interrogées désapprouvent l'action du Président de la République, 65% celle du Premier ministre. Il s'agit du niveau d'approbation le plus bas enregistré dans ce baromètre par le chef de l'État depuis sa prise de fonction le 6 mai 2012, relève l'institut. Selon Opinionway, 23% des Français se disent satisfaits de l'action de François HOLLANDE (-3 points).

PARLEMENT

Non cumul des mandats. C'est oui à l'Assemblée. Et ça vaut pour l'Assemblée des Français de l'étranger. Les députés ont adopté par 300 voix contre 228 les deux projets de loi qui visent à interdire le cumul de certains mandats, mais le gouvernement n'a pas fait le plein des voix pour cette réforme promise par François HOLLANDE. 10 élus socialistes se sont abstenus et 4 ont voté contre. L'opposition n'a pas non plus parlé d'une seule voix. L'UMP et les centristes de l'UDI ont voté contre, mais 3 députés UMP se sont abstenus ainsi que 10 UDI, dont le président du groupe, Jean-Louis BORLOO. Le nouvel alinéa introduit par les députés : le mandat parlementaire est incompatible avec « *les fonctions de président de l'Assemblée des Français de l'étranger, de membre du bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger et de vice-président de conseil consulaire* ».

C'est incertain au Sénat. La Haute assemblée devrait examiner à son tour ces deux textes en septembre, mais la gauche y dispose d'une faible majorité. Le gouvernement a décidé d'utiliser la procédure accélérée qui permet de réduire le nombre de navettes entre les deux assemblées. Cette réforme devrait s'appliquer finalement à partir du 31 mars 2017, après les scrutins municipaux et européen du printemps 2014. Actuellement, 58% des députés et 59% des sénateurs détiennent une autre fonction, non compatible avec leur mandat, selon la nouvelle loi.

JUSTICE

TAPIE : la saisie. Les juges en charge d'enquêter sur l'arbitrage de l'affaire TAPIE-Crédit Lyonnais ont ordonné la saisie des biens de l'homme d'affaires Bernard TAPIE. Selon *Le Monde*, ils ont fait saisir deux assurances-vie, les parts sociales dans l'hôtel particulier de la rue des Saints-Pères ainsi que sa villa à Saint-Tropez. Après une garde à vue fleuve de 96 heures, les juges d'instruction avaient mis en examen l'homme d'affaires pour escroquerie en bande organisée. Bernard TAPIE s'estime « *préssumé coupable* » et ajoute : « *C'est une exécution avant jugement. En réalité, la mise en examen a été faite uniquement pour pouvoir procéder à ce qu'ils font aujourd'hui, c'est-à-dire la saisie de mes biens* ». Bernard TAPIE propose au Radicaux de Gauche de revenir en politique pour lutter contre le FN. Le patron du MRG, Jean-Michel BAYLET, ne dit pas non, mais pas avant la décision de justice. Il « *semble difficile de s'afficher avec TAPIE* », explique-t-il.

Nicolas BUSS est libre. Le jeune opposant au mariage homosexuel, condamné en 1^{ère} instance à 2 mois de prison ferme pour avoir pris part à des actions contre la loi, a été libéré en appel après 20 jours de détention. Cet étudiant à l'Institut catholique de Paris âgé de 23 ans a été condamné, par la cour d'appel de Paris, à 3.000 euros d'amende, dont 1.500 avec sursis.

Fraudes aux allocations familiales : augmentation de 20% en 2012. 110 millions d'euros sont concernés. 18.000 personnes ont fait l'objet d'un redressement de la Sécurité sociale, a confirmé la Cnaf. Selon le ministère de la Famille, la hausse des fraudes détectées est due à une nouvelle méthode permettant de mieux cibler les contrôles.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Près de 3.000 comptes français à Genève ?

C'est ce qu'affirme le député socialiste, Christian ECKERT, dans un rapport. C'est ce qui resterait de la liste transmise par Hervé FALCANI, ex-employé de la banque HSBC, dont la Suisse réclame l'extradition pour violation du secret bancaire. 2.932 dossiers sont traités par l'administration fiscale. Montant total des avoirs : près de 5 milliards de dollars. Le 1^{er} bilan de la taxation des avoirs dissimulés auprès de HSBC s'établit à 186,4 millions d'euros de droits et de pénalités. Le rapporteur prône une amélioration de l'organisation administrative en matière de lutte contre la fraude car il est probable que « *de nouvelles 'affaires HSBC' ou 'affaires UBS' éclatent à l'avenir* ».

812 millions d'euros de trop perçu. Ils ont été versés par erreur en 2012 à des demandeurs d'emploi. Ces « indus » ont atteint 811,67 millions, soit 2,5% des 33 milliards d'allocations versées au total. 524 millions (65%) ont été récupérés. Le médiateur de Pôle Emploi préconise une simplification des règles de l'assurance chômage afin de limiter ces indus.

Déficit commercial de la France : 6,01 milliards.

Il s'était creusé de plus de 1,5 milliard d'euros en mai 2013, principalement à cause d'une chute des exportations de matériels de transport. Dans le détail, les exportations s'élèvent en mai à 36,1 milliards d'euros, soit l'une des plus mauvaises performances mensuelles depuis 2011, année noire pour le commerce extérieur français. « *Après 2 mois à un très haut niveau, les livraisons de produits des industries aéronautiques et navales refluent* », et « *le repli est également sensible pour l'industrie ferroviaire* », concluent les douanes.

Assurance maladie. 2,5 milliards d'économies de plus en 2014. L'assurance maladie propose notamment des baisses de prix de certains médicaments, pour limiter à 2,4% la hausse des dépenses de santé en France. Ce montant s'ajouterait aux 9 milliards d'euros d'économies prévus par l'État. Le gouvernement veut réaliser 14 milliards d'euros d'économies dans ce domaine en 2014. En 2013, les dépenses regroupées dans l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) s'élèveront à 175 milliards d'euros.

SANTÉ & SOCIÉTÉ

Le Ramadan a commencé mercredi dernier après que les traditionalistes aient prévalu sur les partisans d'un nouveau mode de calcul astronomique. Le Conseil français du culte musulman (CFCM), qui avait adopté pour la première fois cette année une nouvelle méthode pour pouvoir fixer la date à l'avance, avait fixé le début du jeûne au mardi 9 juillet et la fête de l'Aïd el-Fitr, qui marque la fin du Ramadan, au 8 août. Le CFCM a fini par se rallier au calendrier établi par la Mosquée de Paris. Le nombre de musulmans vivant en France est estimé à 5 millions, selon le ministère de l'Intérieur. Selon un sondage publié en juillet 2011 dans le quotidien La Croix, 71% des musulmans en France déclaraient suivre le jeûne.

Vos papiers s'il vous plaît. Le premier flic de France, Manuel VALLS, a confirmé que policiers et gendarmes porteront à nouveau un numéro de matricule sur l'uniforme ou sur le brassard lorsqu'ils sont en civil. Le nouveau code de déontologie des forces de l'ordre, qui bannira le tutoiement, créera cette obligation dès cet automne. Le numéro devra être facilement mémorisable, selon le ministre de l'Intérieur.

Incendie spectaculaire sur l'île Saint-Louis à Paris. L'hôtel Lambert, œuvre du XVII^e siècle, de l'architecte de Versailles, a été touché par un incendie. Cet « *important incendie* », qui n'a fait aucune victime, a pris au milieu de la nuit dans la toiture de l'hôtel particulier, classé monument historique. Il a été acheté en 2007 par le frère de l'émir du Qatar à la famille Rothschild qui l'occupait depuis 30 ans, et est actuellement en pleine rénovation. Les fresques de la galerie Hercule, objet de long débat pour qu'elles soient conservées dans le projet de rénovation, sont parties en fumée ou bien noyées sous les eaux des pompiers.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves. / Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et l'Afrique du Sud, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération.

Communications. La situation économique et l'emploi. / « Le silence de l'administration vaut accord ». / La réforme des aides à la presse. / La réforme de la politique agricole commune.

Dissolution de trois organisations d'extrême droite. Sur proposition du ministre de l'Intérieur, le conseil des ministres a prononcé la dissolution des groupes « Troisième voie », « Jeunesses nationalistes révolutionnaires » ainsi que de « l'association Envie de rêver ». « *Ces trois structures présentaient les caractéristiques de milices privées incitant à la haine* », a expliqué la porte-parole du gouvernement, Najat VALLAUD-BELKACEM.

CARNET – NOMINATIONS

Sophie MOAL-MAKAME, conseillère « Afrique » au cabinet de Laurent FABIUS, devrait être nommée ambassadrice en Ouganda.

Jean-Paul MONCHAU devrait être nommé ambassadeur au Sri Lanka.

Philippe SETTON, ambassadeur, représentant permanent de la France au Comité politique et de sécurité de l'Union européenne (COPS).

Jean-Baptiste MATTEI, ambassadeur, représentant permanent de la France au conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Élisabeth BARSACQ, ambassadrice, représentante permanente de la France auprès de l'Organisation maritime internationale à Londres.

Pierre LEVY, directeur de l'Union européenne au Quai.

Anne-Sophie CERISOLA est nommée conseillère cohérence et transparence de l'aide au développement au cabinet du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

Marie-Cécile TARDIEU-SMITH est nommée membre titulaire du comité des États étrangers constitué au sein du conseil d'administration de l'Agence française de développement, chargé de délibérer sur les concours consentis dans les États étrangers.

Guillaume KLOSSA, président de Europanova, rejoint le comité directeur de l'Union européenne de radiodiffusion. Ancien conseiller de Jean-Pierre JOUYET et Nicole NOTAT, il aura en charge la diversité culturelle et l'avenir de la télé connectée.

Christine BOUTIN a démissionné de la présidence du Parti chrétien démocrate.

INFOS Hebdo, tous droits réservés. Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie.

Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif.

La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87 r.delpicchia@senat.fr